

## CR de la Formation Spécialisée du 28 avril 2026

### Participants :

#### Pour l'administration :

M. Gilles TOURPIN, Directeur Départemental, président de la séance  
 Mme Christèle Madelaine, Directrice du Pôle Ressources Humaines & Moyens  
 M. Stéphane RUMMEL, Responsable de la division RH  
 Mme Frédérique MAURY, APMP  
 Mme Muriel ESLINE, assistante de prévention  
 Mme Aurélie LECAMPION-COULLARD, responsable de la division budget, immobilier et logistique

#### Pour les OS :

Alliance CFDT/CFTC, UNSA, FO, CGT et SOLIDAIRES

Pas de liminaires.

### Ordre du jour

#### 1) Points obligatoires:

- **Approbation PV du 03/03/2026 :**  
vote « pour » à l'unanimité
- **fiches de signalement :**  
Pour l'année 2026 à ce jour :  
- 4 fiches de signalement externes (1 de plus que lors de la dernière instance FS)
- **Accidents de service et maladies professionnelles :**  
aucun
- **refus motivés d'aménagement de poste :**  
aucun
- **RSTT :**  
3 demandes (1 signalement de panne, 1 problème sur porte coupe-feu, 1 demande transmise à la mairie de St-Lô sur le manque d'éclairage sur la montée des remparts)

#### 2) Budget 2026

AE 2026	40 650,00 €
Ajustement enveloppe	- €
CP 2026	40 650,00 €
Actions engagées	8 932,26 €
Actions payées	601,39 €
Solde AE disponible	31 717,74 €
Solde CP disponible	40 048,61 €

Au vu du budget attribué (40000 €) et des prévisions en matière d'aménagement de postes (environ 20000 €, dont déjà plus de 8000 € engagés), il va falloir faire des choix rapidement. On se doit de garder un budget pour les autres postes. A voir à la prochaine réunion.

### **3) Bilan des formations 2025 et présentation du catalogue 2026 :**

L'enveloppe de crédits ministériels alloués à la formation Santé, Sécurité et Conditions de Travail pour l'année 2025 est de 14214 € pour la DDFIP 50.

Le catalogue de formations SSCT 2025 a été construit dans le respect des marchés publics, sur la base de situations de travail exposées dans les DUERP, des besoins de formation exprimés par les agents et des réflexions menées avec les assistants de prévention relevant des 5 formations spécialisées des départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne qui en assurent sa diffusion dans les directions.

Le budget 2025 a été utilisé à hauteur de 12551 €, soit près de 90 %, ce qui est une bonne chose.

A noter qu'un réseau de secouristes en santé mentale animé par la médecine de prévention est progressivement déployé par les MEF depuis le second semestre 2025, formation assurée par l'UROPS.

Pour 2026, les formations suivantes sont proposées :

## **LISTE DES FORMATIONS**

<b>MARCHÉ INTERMINISTÉRIEL</b>	<a href="#">Secourisme – formation Gestes Qui Sauvent (GQS)</a> <a href="#">Secourisme – formation Premiers Secours Civiques (PSC)</a>
<b>MARCHÉ MINISTÉRIEL</b>	<a href="#">Formation à la prévention des pathologies mécaniques/TMS – travail sur écran</a> <a href="#">Formation à la prévention des pathologies mécaniques/TMS - port de charges</a>
<b>FORMATIONS LOCALES</b>	<a href="#">Formation évacuation et équipiers d'intervention – manipulation des extincteurs</a> <a href="#">Formation à la prévention des risques canins</a> <a href="#">Formation à la prévention des RPS - Gestion du temps et du stress lié à la charge de travail</a> <a href="#">Formation à la prévention des RPS - Gestion des conflits</a> <a href="#">Formation à la prévention du risque routier - perte adhérence – éco-conduite</a> <a href="#">Atelier PREPARE : se préparer, se réguler, récupérer – un temps pour soi au travail</a> <a href="#">Atelier sensibilisation aux pratiques addictives ADDICTO'QUIZZ®</a>

Problème d'organisation générale à nouveau soulevé par les OS : le catalogue est proposé sans date fixée, du coup, les agents ont du mal à se projeter, ou alors s'inscrivent, mais finalement ne peuvent pas participer. L'assistante de prévention explique qu'elle ne peut pas ouvrir de dates tant qu'elle ne sait pas s'il y aura suffisamment d'inscrits.

### **4) Rapport d'activité de l'assistante sociale :**

Nathalie REMIA présente son bilan 2025 :

#### **INTRODUCTION**

Le service social est régi par la circulaire ministérielle du 09.11.2016.

Les missions du service social sont à la fois axées sur l'accompagnement social individualisé et sur les interventions collectives au sein de la sphère de travail, dans un projet de prévention des risques psychosociaux.

Son action vise à accompagner les personnels rencontrant des difficultés, y compris ceux éloignés du service, en vue de faciliter leur vie personnelle et l'exercice de leur activité professionnelle.

L'assistante de service social vient en soutien au management et aux collectifs de travail à travers son expertise sur les sujets sociaux et l'évaluation des situations.

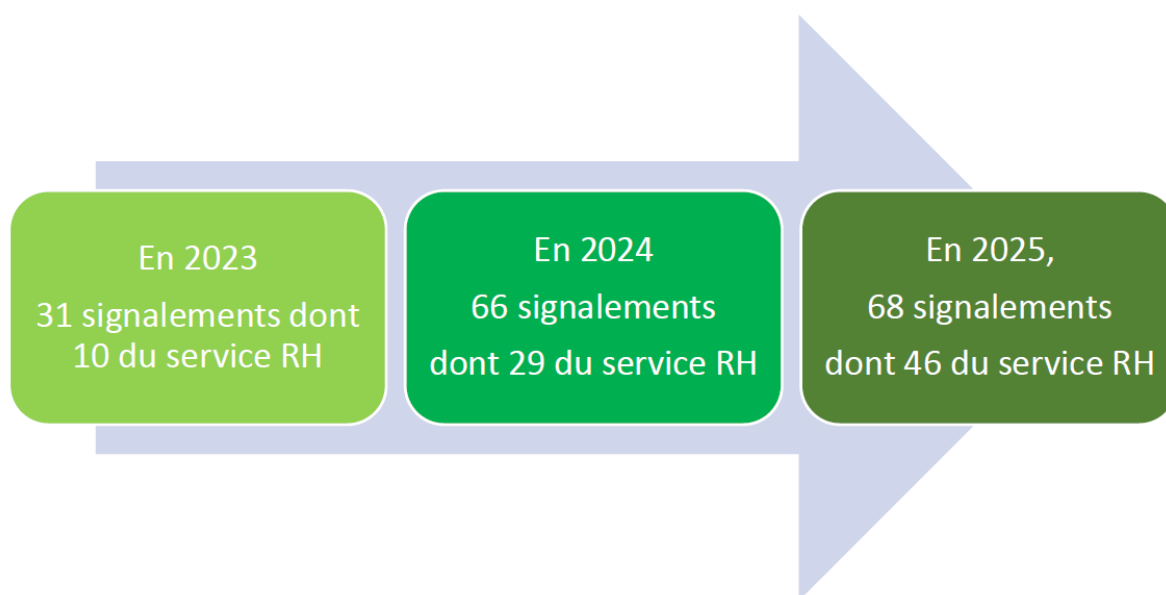
Compétent pour les agents actifs, leurs ayants-droits et les pensionnés, à l'interface entre la vie personnelle et professionnelle des bénéficiaires, l'assistante de service social propose :

- un espace confidentiel d'écoute active et neutre,
- une aide à la réflexion pour faciliter les prises de décisions,
- un soutien dans les démarches et la recherche de solutions adaptées aux problématiques rencontrées,
- un accompagnement global et pluriprofessionnel en lien avec les interlocuteurs internes (RH, direction, médecin de prévention..) et externes (professionnels du droit, de la santé, des organismes sociaux locaux...)

Le service social est placé sous l'autorité du Secrétariat Général et est rattaché au bureau santé, sécurité et condition de travail (SRH3B). Implanté sur tout le territoire national, le réseau du service social est piloté et encadré par une conseillère technique nationale (CTN) et inspectrice technique de l'action sociale. Le département de la Manche est piloté et animé par une conseillère technique régionale (CTR) au sein d'une région composée 13 assistantes de service social qui interviennent en Normandie (14, 76, 61, 27) et en Ile-de-France (91, 92, 95).

Au cours de l'année 2025, le service social est intervenu auprès de **64 agents** de la DDFIP 50. On peut noter une hausse des demandes sur les 3 dernières années :

#### Évolution du nombre de signalements de 2023 à 2025



3 domaines d'intervention se dégagent : la vie professionnelle 26%, la santé 25% et la vie familiale 19%. La demande sociale dans le domaine du budget est de 16%, et de 8% pour celui du logement.

Toutes les OS soulignent le travail admirable effectué par Nathalie REMIA, ainsi que l'équipe de direction.

#### **8) Questions diverses**

Le président souhaite que la formation spécialisée se prononce sur les visites de la délégation à prévoir. De nouvelles dates de GT RPS seront proposées.

Les élus [CFDT](#)/[CFTC](#) :

Nathalie LEES, titulaire CFTC  
Karine LEROY, expert CFDT